

Cuba amorce une importante période. Une période de changements économiques, une période où le pays doit s'adapter à un nouveau contexte économique international, tout en veillant à ce que la population cubaine continue à bénéficier d'importants programmes sociaux dans divers domaines, notamment l'éducation et la santé. L'adaptation est un processus difficile que la plupart des pays, y compris le Canada, engagent sous une forme ou une autre en ce moment. Il se peut que les décisions prises aient des coûts sociaux et politiques. Il est ardu mais crucial de tenir le cap. Je suis consciente des difficultés qu'éprouvent de nombreux Cubains à l'heure actuelle. Sensible à cette situation, le Canada a déjà livré des secours humanitaires d'urgence; il l'a fait tout récemment en réponse à un appel lancé par le Programme alimentaire mondial. Le fait que Cuba ait amorcé un processus d'adaptation est encourageant et nous souhaitons bonne chance au gouvernement de ce pays dans l'application vigoureuse d'un programme d'adaptation économique. J'estime que la présente conférence contribuera à ce processus.

Nous voulons aussi encourager et appuyer le développement politique ici, comme nous l'appuyons dans d'autres pays, tant dans cet hémisphère qu'au-delà. Cuba a d'incontestables réalisations à son actif, notamment dans les domaines des droits économiques et sociaux. Ses régimes de soin de santé et d'éducation sont des modèles pour les autres pays. Je souligne également que, lorsque nous parlons de droits de la personne et de développement démocratique, nous ne proposons pas un modèle unique à l'occidentale. Nous visons plutôt le respect de certaines libertés qui sont inscrites dans des instruments internationaux comme la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU [Organisation des Nations Unies]. Ces principes font partie des fondements de la politique étrangère canadienne. Le Canada va donc faire des droits de la personne et du développement démocratique un sujet de discussion permanent avec Cuba, afin que les réalisations cubaines dans les domaines que je citais tout à l'heure trouvent leurs pendants sur le plan des droits politiques et civiques. Nous sommes prêts à collaborer avec Cuba en ce sens.

La réalité des changements à Cuba explique en partie ma présence ici. Il s'agit dans une large mesure d'une première prise de contact et je me suis efforcée de m'informer des réalités du pays et de la façon dont le gouvernement et les citoyens de Cuba voient le développement futur de leur pays. Le gouvernement canadien considère depuis longtemps que, quelles que soient ses divergences de vues avec un autre pays, il importe d'entretenir un dialogue honnête et ouvert. C'est pour cette raison que nos relations officielles avec Cuba n'ont jamais été interrompues depuis leur établissement, en 1945. Même aux époques où nous avons eu des différends importants à propos de l'Afrique, des relations Est-Ouest, de la nature du changement politique en Amérique latine et, plus récemment, en ce qui a trait aux droits de la personne et au bon gouvernement, nous avons maintenu nos rapports et notre dialogue.